



# CONFERENCE PARLEMENTAIRE SUR LA CRISE ECONOMIQUE MONDIALE

*Organisée par l'Union interparlementaire  
Genève, 7 et 8 mai 2009*

*Seul le texte prononcé fait foi*

## **DISCOURS DU PRESIDENT DE L'UIP, M. THEO-BEN GURIRAB**

*Genève, 7 mai 2009*

Chers Présidents de parlement,  
Honorables parlementaires,  
Mesdames, Messieurs,

Je commencerai par souhaiter à tous la bienvenue à Genève. Je vous remercie d'être venus si nombreux assister à la Conférence parlementaire sur la crise économique mondiale. La crise financière a d'ores et déjà donné lieu à un certain nombre de réunions multilatérales, mais c'est la première fois que les parlements se réunissent à ce sujet. Il s'agit donc d'une manifestation sans précédent et nous attachons beaucoup d'importance aux résultats qu'elle produira.

Cette réunion a pour objet, notamment, de nous instruire sur les bouleversements de ces derniers mois. Nous avons la chance d'avoir parmi nous quelques uns-des experts les plus qualifiés sur le sujet, qui nous feront profiter de leurs connaissances. Pour cette première journée, nous allons nous intéresser aux éléments à l'origine de la crise et à ce qu'il est possible de faire à présent, la question étant de savoir comment endiguer la récession sociale, trouver une nouvelle stabilité et une nouvelle croissance et atténuer les effets de la crise sur le développement.

Demain, nous nous pencherons sur les aspects « genre » de la crise, puis nous débattrons de la réforme du système financier international. Enfin, nous ferons quelques propositions de stratégie parlementaire. Il n'y aura pas de document final officiel à l'issue de nos délibérations. Je me contenterai de faire la synthèse des grandes conclusions et des solutions que nous aurons définies pour l'avenir.

Après ces remarques liminaires, il est de mon devoir, en tant que Président de l'UIP, d'aborder rapidement les raisons de notre présence ici, à Genève. Je ne crois pas me tromper en disant que, si nous sommes ici pour nous instruire, l'objet de notre présence à tous est aussi de nous interroger sur notre rôle dans la survenue de la crise économique et au sein du système multilatéral qui s'efforce d'y remédier.

Notre rôle dans nos parlements respectifs est de demander des comptes sur la manière dont nos pays sont gouvernés, d'exercer le droit de regard indispensable pour nous assurer que les politiques menées correspondent aux attentes des citoyens que nous représentons.

La notion d'obligation de rendre compte est parfois difficile à définir. Qui doit rendre compte à qui et pourquoi ? Dans le cas de l'ONU, organisation que je connais bien, la réponse est assez simple : l'Organisation est comptable de son action devant ses membres, ceux à qui elle appartient. Le droit de regard s'exerce donc au plan interne et non via une quelconque structure extérieure.

La situation est quelque peu différente au Parlement. Elle est régie par la notion de séparation et d'équilibre des pouvoirs, ce qui implique pour nous parlementaires une responsabilité de taille. C'est pourquoi je crois qu'il est juste que nous nous demandions ce que nous-mêmes, et les institutions que nous représentons, pouvons faire pour infléchir le cours des événements. Nous devons aussi nous demander quel rôle nous avons joué dans leur genèse et ce que nous aurions pu faire pour enrayer les forces destructrices avant qu'elles ne nous échappent. En effet, s'il ne faut pas prendre les parlements pour des institutions d'audit, nous avons néanmoins une fonction de gendarme, nous devons dénoncer les abus. Nous sommes les vérificateurs chargés de veiller au bon fonctionnement du gouvernement et des institutions publiques de nos pays respectifs au quotidien.

Nous avons tous des enseignements à tirer de la situation actuelle et j'espère qu'au terme des deux jours de débats qui nous attendent, nous nous ferons une idée plus précise de ce que nous devrions faire individuellement et collectivement si une nouvelle crise économique se profilait. Je crois que nous le devons aux plus démunis de la planète, qui feront les frais, plus que quiconque, des attermoissements et de l'immobilisme.

Cela m'amène à ma remarque suivante, remarque que j'ai déjà faite à l'ouverture de l'Assemblée de l'UIP qui s'est tenue dernièrement en Ethiopie. L'utilisation abusive de l'argent, aussi dévastatrices ses conséquences soient-elles pour beaucoup, n'est pas la seule source de danger pour notre planète. Ne l'oublions pas, la majeure partie de l'humanité ne peut tout simplement pas perdre d'argent. La majorité de nos contemporains n'ont jamais vu leur maison saisie faute d'avoir pu payer leurs traites, parce qu'ils ne savent même pas ce que vivre dans une maison signifie. L'ébranlement du système bancaire est à mesurer à l'aune des séismes causés par l'augmentation des prix des denrées alimentaires, l'instabilité des prix des carburants et les effets dévastateurs des changements climatiques. En bref, nous devons mesurer les effets de la pauvreté car, au final, c'est la pauvreté extrême qui déstabilise la société et le fonctionnement de ses institutions. C'est la pauvreté qui met la paix en danger.

A Addis-Abeba, j'ai dit que l'ouragan économique qui s'était abattu sur la planète ne pouvait qu'amener un monde meilleur. J'espère que cette conférence donnera naissance à un nouveau mode de pensée, qu'elle apportera de nouvelles idées. Il est temps de poser un regard neuf sur ce qu'il est possible de faire pour créer plus d'emplois, des emplois de meilleure qualité, pour les hommes et les femmes, pour répartir plus équitablement les richesses de la planète et - maintenant que le monde dispose des ressources nécessaires - reléguer la pauvreté au passé. En effet, s'il est une chose que nous aurons apprise des sommes colossales dépensées pour sauver les banques et l'industrie, c'est que l'argent nécessaire pour remplir les objectifs de développement est bel et bien là. Le problème n'est peut-être pas d'avoir les moyens de faire disparaître la pauvreté, mais bien la volonté politique pour le faire. Autrement dit, c'est du choix de nos priorités que nous parlons - et devons parler.

Permettez-moi de souligner que seule une solution multilatérale est possible. Aucun pays ne peut résoudre la crise à lui seul et il faut résister aux sirènes du repli sur soi et du protectionnisme. Il faut trouver une solution mondiale, à laquelle les femmes participeront au même titre que les hommes, à ce qui est désormais reconnu comme un problème mondial.

Mesdames, Messieurs, je ne vous retiendrai pas plus longtemps. Je vous souhaite une conférence fructueuse, riche d'idées sur la manière dont les parlements peuvent travailler pour remédier à la crise. Sur ce, tous mes vœux vous accompagnent et je déclare la conférence ouverte.